

# Belgique Gros plan sur les intercommunales

## La promesse

### Un cadastre, enfin ?

**L**es deux semaines qui viennent de s'écouler ont donné une image dramatique de la gouvernance en Wallonie, notamment et surtout au travers des structures publiques locales. Publifin, qui a un statut d'intercommunale, est-elle un cas isolé ? Ces structures publiques sont-elles des "win for life" (l'expression est de Paul Magnette) pour les mandataires de tout poil ? Toute une série de questions auxquelles nous tentons de répondre dans le dossier qui suit. Depuis jeudi, on sait pourtant que le gouvernement wallon a décidé de prendre les choses en main et de passer au crible cet univers opaque.

#### Un vrai cadastre, enfin !

L'initiative gouvernementale annoncée cette semaine entend mettre au clair toute une série de données. Il en sera donc fini, en principe, du respect de la vie privée des élus qui était avancé à chaque fois que quelqu'un réclamait un cadastre détaillé.

Dans les trente jours, ce fameux cadastre existera vraiment et tout le monde pourra le consulter. Paul Magnette l'a promis. Le brouillard sera, alors, espérons-le, entièrement dissipé.

Y trouvera-t-on encore des surprises ? On peut parier que oui. Certains mandataires doivent trembler. Leurs émoluments seront désormais publics et de nombreux mandats vont disparaître. Les incompatibilités seront renforcées et tout un tas de mesures sévères et drastiques encadreront désormais la vie des élus et des non-élus qui travaillent (ou pas) au sein de ces structures.

Jeudi, le gouvernement wallon tendait la main à l'opposition pour que le travail de rationalisation des structures soit partagé par tous. Stéphane Hazée, chef de groupe Ecolo, et Pierre-Yves Jeholet, son homologue libéral ont accepté cet appel du pied. Mais vendredi, le président du MR, Olivier Chastel, tempérerait les ardeurs de son chef de groupe wallon. Il ne sera pas question de travailler ensemble tant qu'une commission d'enquête consacrée à Publifin ne verra pas le jour. Une sortie présidentielle qui laisse craindre de nouveaux conflits entre majorité et opposition en Wallonie.

Stéphane Tassin

# A quoi servent les intercommunales en Belgique ?

■ Près de 300 structures de ce type sont réparties sur le territoire. Elles représentent au total plus de 30 000 emplois.

Il existe tout un tas d'intercommunales en Belgique, et ce depuis longtemps. Nous avons interrogé sur ce sujet Christophe Goethals qui est chercheur au Crisp (Centre de recherche et d'information socio-politiques). Ses principaux thèmes de recherche sont les groupes d'entreprises, l'économie des transports et l'économie publique. Les chiffres qu'il nous donne sont issus de ses recherches personnelles pour le Crisp.

**1** Qu'est-ce qu'une intercommunale ? "C'est une association de plusieurs communes, au moins deux, qui doit servir à gérer une matière d'intérêt communal." Dans le cas de Publifin, on constate que l'intercommunale liégeoise qui chapeaute de très nombreuses filiales privées (autour de 130 sociétés, selon le Crisp qui procède actuellement à des recherches sur cette question) "dépassent largement le cadre de l'intérêt communal".

**2** Dans quels secteurs sont-elles actives ? On retrouve des intercommunales qui gèrent une piscine ou encore un abattoir. On retrouve aussi beaucoup d'hôpitaux et de structures qui travaillent dans les soins de santé. "On a aussi beaucoup d'intercommunales pour gérer les déchets, l'électricité. Par le passé, des intercommunales prenaient en charge les transports publics. A Bruxelles, la Stib était auparavant une intercommunale, précise Christophe Goethals. Elles sont généralement actives dans des secteurs qu'il n'est pas possible de dupliquer. On ne va pas, par exemple, dupliquer le réseau électrique. Et même si la SNCB n'est pas une intercommunale, on peut utiliser ce même exemple, on ne va pas dupliquer le rail.

Une intercommunale permet surtout de réaliser des économies d'échelle importantes."

**3** Combien sont-elles ? "Il y avait quelque 323 intercommunales en 2015 en Belgique. En 2015, elles affichaient plus de 10 milliards de chiffre d'affaires, 45,6 milliards en total du bilan et occupaient 38 271 emplois." Pour le détail et la répartition de ces intercommunales sur l'ensemble du territoire belge, l'infographie ci-dessus est éclairante. Il faut savoir que les intercommunales interrégionales (dont les communes associées se trouvent dans différentes régions) sont soumises à la tutelle d'un gouvernement régional depuis deux ans seulement (avec l'exception que l'on connaît pour Brutélé, Publifin et Ores Asset et Publilec).

**4** Quelles sont les intercommunales les plus importantes du pays ? Christophe Goethals précise qu'une intercommunale peut être importante pour deux raisons. Soit en ter-

mes d'emploi, soit en termes de bilan financier. Selon les chiffres du Crisp, les plus importantes sont Ores Assets (Wallonie), Eandis Assets (Flandre), Publifin (Wallonie) ou encore Farys (l'intercommunale flamande de distribution d'eau).

**5** Que leur reproche-t-on le plus souvent ? "On peut reprocher à certaines un mélange de fonctions. On se retrouve parfois avec des gens qui jouent le rôle de régulateur et de régulé. C'est typiquement l'exemple du chef de cabinet adjoint de Paul Furlan, Claude Parmentier, qui siégeait chez Publifin-Nethys." La question du très grand nombre d'administrateurs qui siègent dans les intercommunales constitue aussi un reproche couramment fait à ces structures publiques : "Elles ont droit à un maximum de 30 mandats d'administrateur rémunérés et dix, minimum. Si elles ne disposent pas toutes de trente administrateurs, on a quand même tendance à constater qu'on est souvent plus proche de trente que de dix", poursuit Christophe Goethals. Enfin, on constate encore, comme dans le cas de Publifin, que l'intérêt des communes n'est pas toujours servi. "Le mélange des activi-

tés de service public avec d'autres activités peut poser problème. Au sein de Publifin, Resa, l'opérateur des réseaux de gaz et d'électricité qui est hautement bénéficiaire, réinjecte une grande part de ses bénéfices pour épargner les pertes de VOO. On remarque que l'intercommunale n'est pas une structure adéquate pour ce genre d'activités." A la lumière de cette explication, que doit-on attendre pour l'avenir de Publifin ? Va-t-on scinder les activités entre celles qui doivent rester des activités de service public et d'autres qui peuvent être totalement privées ? C'est évidemment l'emploi de l'ensemble de ces filiales qui serait alors en danger.

**6** Est-ce une spécificité belge ? Pas vraiment. Pour prendre un exemple, on constate qu'en France, il existe également des associations de communes (où, contrairement à la Belgique, on n'a pas assisté à une fusion de certaines d'entre elles) ou des communautés urbaines qui assurent un service public sur un territoire donné.

S.Ta.

La répartition régionale des intercommunales (au 31/12/2015)

	NOMBRE	CHIFFRE D'AFFAIRES	EFFECTIF
Bruxelles	19	906 696 408 €	2 521
Bruxelles / Région wallonne	1	113 794 140 €	260
Bruxelles / Communauté flamande	1	66 317 677 €	-
Bruxelles / Communauté flamande / Région wallonne	1	759 521 000 €	-
Communauté germanophone	2	9 662 567 €	166
Région wallonne	141	3 946 404 367 €	25 207
Communauté flamande	156	5 382 330 026 €	9 958
Communauté flamande / Région wallonne	2	73 855 245 €	139
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>323</b>	<b>11 258 581 430 €</b>	<b>38 271</b>

Source : CRISP

Graphics

## “Making-of”



### Un travail de fourmi

**Difficultés.** Afin de compiler au mieux les données concernant les rémunérations et le nombre d'administrateurs des intercommunales du Sud du pays, il fallait s'armer de courage. Paul Furlan lui-même, lorsqu'il s'est attaqué à cette question, a eu un mal fou à convaincre certaines structures de communiquer avec une transparence totale les informations qui les concernent.

Nous avons envoyé un email à une septantaine de structures dans lequel nous demandions de répondre à un certain nombre de questions concernant notamment les rémunérations pratiquées, les couleurs politiques des administrateurs. Une vingtaine d'entre elles nous a répondu et plutôt rapidement pour certaines.

Quant aux personnes sollicitées pour aborder la question du fonctionnement des intercommunales dans lesquelles elles siègent, elles ne donnaient pas toujours facilement des réponses. **S.Ta.**

## Les mandats

# Un président gagne en moyenne 17 000 € par an

■ Globalement, les prescrits légaux en matière de rémunération des administrateurs sont respectés.

**O**n a beaucoup parlé ces dernières semaines, dans le cadre de l'affaire Publifin, des rémunérations pratiquées au sein des intercommunales wallonnes. Qu'en est-il réellement? Il faut savoir que des règles existent en Wallonie et que certains plafonds ont été fixés, sous la houlette de Paul Furlan justement, sous la précédente législature. Si des rémunérations excessives ont pu être pratiquées au sein des comités de secteurs de Publifin, c'est tout simplement parce que ces derniers ont été mis en place avant que Tecteo (ancien nom de Publifin) ne soit soumise à la tutelle du ministre wallon des Pouvoirs locaux. Pour la raison suivante : Tecteo regroupait en son sein des communes situées en Wallonie mais également en Flandre et à Bruxelles. Les rémunérations qui y étaient pratiquées n'étaient légalement pas plafonnées par la règle wallonne.

#### Rémunérations moyennes

De plus, via un décret voté à la va-vite en 2015, ces comités de secteur ont pu être prolongés, sans que personne ne s'inquiète de savoir si les rémunérations qui y étaient pratiquées respectaient le décret.

Selon une enquête menée en 2012 par Guberna (centre qui promeut la bonne gouvernance), le jeton de présence moyen de l'administrateur d'une intercommunale s'élève à 137 € bruts (avec un minimum de 50 € et un maximum de 197 €). Celui du président monte à 150 € (avec un minimum de 50 € et un maximum de 360 €). Si le président est rémunéré sous la forme d'un montant annuel fixe, celui-ci s'élève en moyenne à 17 006 € (avec un minimum de 694 € et un maximum de 37 726 €). *“Les frais de déplacement sont définis par le taux officiel de la Région wallonne. Ces montants sont relativement faibles en comparaison avec le secteur privé mais sont en partie compensés (dans le cas des jetons de présence) par le fait que les réunions des conseils d'administration des intercommunales sont plus fréquentes et plus courtes”,* explique-t-on dans l'enquête.

Dans les documents que nous ont envoyés une vingtaine d'intercommunales wallonnes, nous avons pu constater qu'en ce qui concerne les administrateurs, les montants fixés par le législateur wallon étaient respectés et correspondaient globalement aux chiffres publiés par Guberna. Certains étant quand même un peu plus élevés si on tient compte de l'indexation. Par contre, les rémunérations des directeurs généraux et autres dirigeants exécutifs des intercommunales sont plus floues et pas forcément transmises par les structures.

**S.Ta.**

En Wallonie

# Voici cinq cas qui posent question

## Dix vice-présidents



### IBW Economique

**D**ans le Brabant wallon, on sort un peu de la domination outrancière du PS constatée dans les intercommunales hennuyères. Ici, c'est le MR qui truste les postes importants. Nous nous sommes penchés sur le cas d'IBW, intercommunale de développement économique. "Notre conseil d'administration est composé de 25 mandataires communaux et de 5 mandataires provinciaux représentant le tissu socio-économique de la province du Brabant wallon. Il est complété par des observateurs issus des communes ne possédant pas d'administrateur communal et il se réunit au minimum deux fois par an. Les

*jetons de présence revenant aux administrateurs (trices) s'élèvent à 74,37 € bruts par présence, plus une indemnité de déplacement forfaitaire de 14,3 €", explique-t-on chez IBW.*

Pour le collège exécutif de l'intercommunale, ses membres perçoivent "une rémunération fixe. Le montant de

*base annuel auquel a droit notre président est de 21 425,51 euros brut. Indexé au 30 juin 2016, le montant du plafond que la Région wallonne autorise est de 35 150,69 euros bruts annuels. Les vice-présidents ont, quant à eux, droit à 75 % du montant perçu par le président, soit 26 363 euros bruts indexés. Chez nous, à l'IBW, le collège exécutif a souhaité diminuer de 25 % le plafond autorisé par la Région wallonne. Et donc, à l'heure actuelle, notre président perçoit une rémunération annuelle de 24 240,99 euros bruts (soit 25 % de moins que le maximum autorisé) Et les vice-présidents: 18 180,72 euros bruts annuels."*

**Le MR en force**

Des mesures intéressantes au niveau de l'éthique et de la gouvernance. Mais pourquoi alors avoir désigné dix vice-présidents au sein du collège exécutif. Le président est MR ainsi que six vice-présidents. Les trois autres vice-présidents sont PS, Ecolo et CDH. La deuxième question concerne le direc-

teur général de l'intercommunale, Baudouin le Hardy de Beaulieu, dont il est difficile de connaître le nombre de mandats rémunérés qu'il occupe. L'homme n'est manifestement plus contraint de les publier puisqu'il n'est plus élu. Jusqu'en 2006, il était député provincial.

S.Ta.

## Cumul de rémunérations



### ISPPC Santé

**L'**ISPPC, l'intercommunale de santé publique du Pays de Charleroi, qui gère notamment l'hôpital Marie Curie, établissement hospitalier flambant neuf sis à Lodelinsart, a répondu à nos demandes d'infos de manière rapide. Le conseil d'administration est composé de 25 administrateurs, rémunérés selon les prescrits légaux. L'ISPPC ne dispose pas d'un comité directeur mais d'un bureau du président qui regroupe "le président et les vice-présidents. Aucun jeton de présence n'est prévu. Sont invités, sans être membres, Laurent Levêque (administrateur général), Philippe Lejeune (directeur général des hôpitaux) et Bruno Monaco (directeur général de la logistique)", explique-t-on à l'ISPPC.

Concernant ces trois dernières personnes citées ainsi que pour le directeur général adjoint et le secrétaire général, on aperçoit dans le rapport de

gestion 2015 un montant total de rémunérations de 858 385,44 € bruts.

Si on divise ce montant par cinq (pour rester prudent), chacun doit percevoir une rémunération avoisinant les 171 000 € par an en moyenne.

Scandaleux? Peut-être pas, pour autant qu'on s'en contente ! Mais... ce n'est manifestement pas le cas. On constate aussi, en effet, mais sans connaître les rémunérations provenant de ces autres mandats, que Laurent Levêque (PS) officiait encore en 2015, outre sa fonction à l'ISPPC, comme administrateur rémunéré à la Sowaer, président du conseil d'administration de la BSCA (rémunéré) et comme administrateur (rémunéré) à la Sonaca.

#### Vingt-six mandats pour le directeur

Philippe Lejeune, lui, est également bourgmestre PS de Merbes-le-Château, chargé de cours à l'ULB et médecin. En tout il occupe 26 mandats dont cinq sont rémunérés.

Faut-il y voir malice ? Le futur cadastre demandé par le gouvernement wallon devrait répondre à cette question. En tout état de cause, lorsque les nouvelles règles de gouvernance entreront en vigueur, Laurent Levêque, qui n'est pas élu, verra ses rémunérations publiques baisser fortement !

S.Ta.

# Un abus de comités ?



## Ores Energie

**O**res Assets, gestionnaire des réseaux de gaz et d'électricité, continue, grâce au décret wallon voté en 2015, à éviter la tutelle wallonne. Chez Ores, existent encore des "comités de secteur", comme ceux qui étaient pointés du doigt chez Publifin. Dans le rapport que l'administration a récemment remis au ministre Furlan, on ne constate, certes, pas les mêmes problèmes que chez Publifin.

Mais on signalera quand même qu'un président de comité de secteur touche annuellement 15 000 euros bruts pondérés en fonction du taux de présence. Un vice-président de comité de secteur touche 7 500 euros bruts annuels pondérés en fonction du taux de présence. Enfin, un membre du comité de secteur touche un jeton de présence de 160 euros.

Pour ce qui concerne le conseil d'administration d'Ores, le président

touche annuellement un montant de 26 880 euros. Les deux vice-présidents touchent la moitié de cette somme.

On compte, chez Ores Assets, huit présidents de comité de secteur, 15 vice-présidents de comité de secteur, 90 administrateurs au sein de ces comités, un président du conseil d'administration épaulé par deux vice-présidents et 30 administrateurs.

Si Ores ne semble pas souffrir des mêmes maux que son homologue liégeoise, c'est encore au niveau du comité de direction qu'un certain nombre de questions peuvent se poser. Encore une fois, le cadastre des rémunérations devrait être éclairant.

### Adeptes de cumuls en tout genre

Le rôle de quatre comités n'est pas toujours très clair. Il s'agit du comité exécutif et stratégique présidé par Didier Donfut (PS), le comité d'audit présidé par Denis Barth (avocat), le comité de nomination et de rémunération présidé par Philippe Knaepen (député MR) et le comité d'éthique présidé par Luc Rigaux (PS). Des comités où on retrouve tout un tas d'élus, dont certains sont de solides adeptes des cumuls en série. Une clarification des rôles des uns et des autres ne serait pas du luxe !

**S.Ta.**

# Des filiales privées



AGENCE INTERCOMMUNALE  
DE DÉVELOPPEMENT

## Ideta Energie

**C**hez Ideta, agence intercommunale de développement, on compte 30 administrateurs avec un président et trois vice-présidents. Parmi ces trente administrateurs, 23 sont issus des communes et 7 sont indépendants. On ajoutera encore six administrateurs supplémentaires venant de la société civile de Wallonie Picarde. *“Le conseil d’administration se réunit 11 fois par an, c’est-à-dire tous les mois, sauf au mois d’août. Les jetons de présence pour chaque administrateur s’élèvent à 200 € bruts par séance et sur base d’une présence effective de l’administrateur. Le président et les 3 vice-présidents d’Ideta, très sollicités dans leurs missions, dispo-*

*sent d’émoluments spécifiques : le président perçoit 25 000 € bruts par an, soit 80 % du montant autorisé, et les vice-présidents, 18 666 € bruts par an”,* explique l’intercommunale.

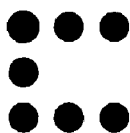
### Une polémique au niveau local

Mais à l’instar de Publifin, Ideta possède des filiales privées. *“Le conseil d’administration d’Ideta est la seule instance rémunératrice pour nos administrateurs. La représentation dans l’ensemble des filiales d’Ideta (Elsa, Sibiom, e-NosVents...) et dans les structures ayant un lien avec l’Agence (Bébé Boulot, Entreprendre. Wapi, CCI Wapi...) ne donnent droit à aucun jeton de présence. Les administrateurs d’Ideta ne bénéficient pas d’avantages en nature.”* Récemment, la presse locale s’inquiétait des activités des filiales d’Ideta. La députée wallonne (CDH) Véronique Waroux posait à l’intercommunale des questions qui, manifestement, dérangent. Notamment sur les augmentations importantes de cotisations que l’intercommunale demandait aux communes.

S.Ta.

# Un directeur cumulard

I G R E T E C



## Igretec Economie

**C**hez Igretec, l’intercommunale pour la gestion et la réalisation d’études techniques et économiques, on peut considérer également que la rémunération des administrateurs (ils sont trente) est conforme au décret wallon. C’est actuellement Philippe Van Cauwen-

berghe, échevin carolo (PS) et fils de l’ancien ministre-Président wallon, qui préside aux destinées de l’intercommunale. *“Les jetons de présence pour le conseil d’administration et les commissions permanentes sont de 150,46 € bruts et 109,46 € nets par séance. Les membres du Comité de gestion n’en perçoivent pas. Lorsque le conseil d’administration et les commissions permanentes se tiennent en même temps, les membres ne perçoivent qu’un seul jeton”,* explique-t-on chez Igretec.

Le président touche mensuellement un montant net de 1835 euros nets. Les vice-présidents touchent, quant à eux, 1182 euros nets par mois et les membres du comité de gestion,

1101,05 euros nets par mois.

### Dix mandats, dont neuf rémunérés

Comme à l’ISPPC, c’est du côté de la direction générale que l’on peut s’interroger. Le directeur général, Renaud Moens, exerce outre cette fonction dirigeante rémunérée, neuf autres mandats et non des moindres (Spge, Fluxys, Publigaz, Sambrinvest, Sonaca, etc), dont huit sont rémunérés. On ignore, par contre, la hauteur de sa rémunération comme directeur général d’Igretec.

Le prochain cadastre des intercommunales devrait en principe permettre de connaître le montant des rémunérations de la direction.

S.Ta.

A Bruxelles

## Transparence forcée

# VIVAQUA

## Vivaqua

Eau

**D**epuis sa naissance en 1891, l'intercommunale Vivaqua se donne pour mission *“d'assurer à l'agglomération bruxelloise une abondante distribution d'eau, d'excellente qualité, à bon marché et à une pression suffisante pour les services de secours en cas d'incendie”*, raconte l'historique du site de cette institution née au départ de la Ville de Bruxelles. Aujourd'hui, elle associe les communes bruxelloises, plusieurs communes flamandes de la périphérie et quatre communes wallonnes.

Soit 125 ans d'histoire durant lesquels s'est développée une *“véritable culture de l'opacité”*, assure un observateur averti. Confirmation cette semaine. *“La Libre”* a eu les pires difficultés à obtenir de façon officielle les montants attribués aux organes politiques de gestion de l'institution. Plusieurs membres de la direction sont restés sourds aux demandes de *“La Libre”*. *“On ne jette pas des montants en pâture”*, nous a répondu le vice-président. Mais les mentalités évoluent, parfois en très peu de temps. Après plusieurs refus catégoriques, le président de Vivaqua, Yvan Mayeur, bourgmestre PS de la Ville de Bruxelles, a finalement accepté, vendredi, de jouer la transparence. Voici les montants – élevés – tels que transmis par le président de l'intercommunale lui-même.

**Un jeton à 714 euros**

Le conseil d'administration compte 25 membres qui touchent chacun 714 euros par réunion. Il faut naturellement y assister pour être rémunéré. L'administrateur ne perçoit pas de rémunération fixe, comme c'est le cas dans d'autres intercommunales comme Brutélé ou Sibelga. Le rapport d'activité 2015 de Vivaqua compte 11 réunions de CA. De ce conseil sont issus les quatre membres du conseil de gestion de Vivaqua. Soit le président, Yvan Mayeur (PS), le vice-président, le conseiller communal bruxellois MR Jacques Oberwats et deux administrateurs délégués. Ces deux derniers mandats ont été attribués à Cathy Mar-

cus (PS), première échevine de la commune de Saint-Gilles, et Oscar Dubru, conseiller communal MR à Anderlecht. Ces quatre mandats rapportent chacun 56 546 euros bruts par an (en plus des jetons de présence), déclare Yvan Mayeur qui précise : *“Il s'agit d'un vrai boulot qui nous mobilise tous les jours... Nous sommes sans cesse sollicités par Vivaqua pour des décisions diverses.”* Chacun des membres du conseil de gestion a droit à une voiture de fonction, trois en bénéficient dont lui-même, précise le président.

Vivaqua, œuvrant dans les trois régions du pays, avec des administrateurs flamands, bruxellois et wallons, réunit quatre fois par an des comités régionaux. Jeton de présence : 190 euros. Le conseil d'administration de Vivaqua vient de décider, suite au scandale Publifin, selon les uns, depuis le changement intervenu au niveau de la tutelle des *“interco”* trirégionales, selon les autres, de supprimer le collègue des commissaires (chargés initialement de contrôler les comptes). Celui-ci comprenait une quinzaine de membres. Yvan Mayeur n'a pas pu nous préciser le montant de leur rémunération.

**Réforme en cours**

Des mandats dérivés et rémunérés sont à signaler dans la SA Savena qui gère la source d'eau de la mine de Pyrite de Vedrin. Son CA compte 5 membres (dont Oscar Dubru) touchant 13 000 euros bruts par an (600 euros par réunion). Yvan Mayeur y siège mais a renoncé à ce revenu en vertu du plafond appliqué aux rémunérations publiques. Le président ajoute qu'une nouvelle SA, Vivaqua Consult, vient d'être créée en remplacement d'une autre structure. Elle est appelée à reprendre les activités commerciales non directement liées à l'eau de Vivaqua. Aucune rémunération n'y est prévue "et nous réfléchissons à l'idée de fusionner

les deux SA de Vivaqua dans un souci de rationalisation", annonce Yvan Mayeur.

"Je rappelle que nous sommes en train d'intégrer Hydrobru, ce qui signifie qu'une intercommunale bruxelloise va bientôt disparaître, son conseil d'administration avec elle, poursuit-il. Quand j'ai proposé de maintenir une direction à quatre membres, les partis politiques qui posent des questions au parlement bruxellois sont venus me demander de passer à 7 membres." Il assure enfin que le prochain rapport d'activité de l'intercommunale communiquera l'ensemble des rémunérations des instances dirigeantes de Vivaqua. Les statuts pécuniaires des mandataires ne sont pas au programme de cette réforme.

M. Co.

## L'expert

# "Non à la chasse à l'homo politicus"

■ Le professeur Christian Behrendt met en garde contre les risques de l'après-Publifin.

nées. Une situation comme chez Publifin, où des organes rémunèrent des personnes

### Entretien Antoine Clevers

**J**e suis préoccupé." Christian Behrendt, professeur de droit constitutionnel à l'Université de Liège (ULg) et observateur attentif de la vie politique, appelle à la retenue dans les suites à donner à l'affaire Publifin.

"Autant l'émoi au début était salubre et compréhensible, et des réformes doivent être me-

*pour des prestations qui ne sont pas effectuées, c'est inacceptable et il faut y mettre fin. Autant on assiste aussi à une sorte d'amplification dans l'émoi" contre laquelle il met en garde.*

*"On en arrive à une situation de suspicion générale. Soyons vigilants à ne pas jeter le discrédit sur tous les mandataires politiques par le seul fait qu'ils sont mandataires, alors que la plupart d'entre eux travaillent tout à fait honnêtement." Un cumul, poursuit le constitutionnaliste, n'est pas, par définition, suspect. "Il peut être parfaitement légal, et rien n'indique qu'une personne qui exerce plusieurs mandats, se livre à des activités fictives. De grâce, ne transformons pas le débat actuel en une chasse aux sorcières de l'homo politicus !"*

#### **Les défauts de la démocratie directe**

*"Notre démocratie est basée sur un système représentatif, développe le professeur. Qui dit démocratie représentative, dit représentants... Les grands adeptes de la démocratie directe par référendum, surtout sur des questions complexes, ont vu ces derniers temps à quoi cela peut mener." Référence entre autres au Brexit (le référendum sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne). "La démocratie directe a aussi ses défauts."*

*S'il est bien conscient du séisme provoqué par l'affaire Publifin, M. Behrendt invite les partis politiques traditionnels à la sérénité et à ne pas courir derrière les formations populistes. Sinon, pointe-t-il, "on en arrive à des mythes, comme celui de la gratuité et de la transparence totales. Or, ce n'est ni souhaitable, ni efficace. Il faut oser dire que ce genre de proposition n'est pas approprié pour la gestion des affaires publiques. Des man-*

*ats méritent d'être rémunérés, certaines activités de gestion publique méritent de se faire à huis clos. Un exemple un peu caricatural : le conseil de l'action sociale délibère à huis clos. Pourquoi ? Parce qu'il se prononce sur des dossiers de personnes fragilisées. Il n'est pas souhaitable que ces dossiers se trouvent sur la place publique."*

#### **Savoir raison garder**

*"Ne transformons pas en valeur totalement absolue, sans dérogations possibles, des idées a priori positives." Pour le constitutionnaliste, "il faut savoir raison garder. Adoptons des réformes modérées : la publicité autour d'un certain nombre d'activités, c'est une évidence; un cadastre des rémunérations est indispensable. Il y a eu des carences manifestes. Mais ne créons pas un contexte dans lequel, parce que vous êtes ministre, parce que vous êtes bourgmestre, parce que vous êtes membre d'une intercommunale, ipso facto vous tombez dans une liste rouge de personnes potentiellement non recommandables."*

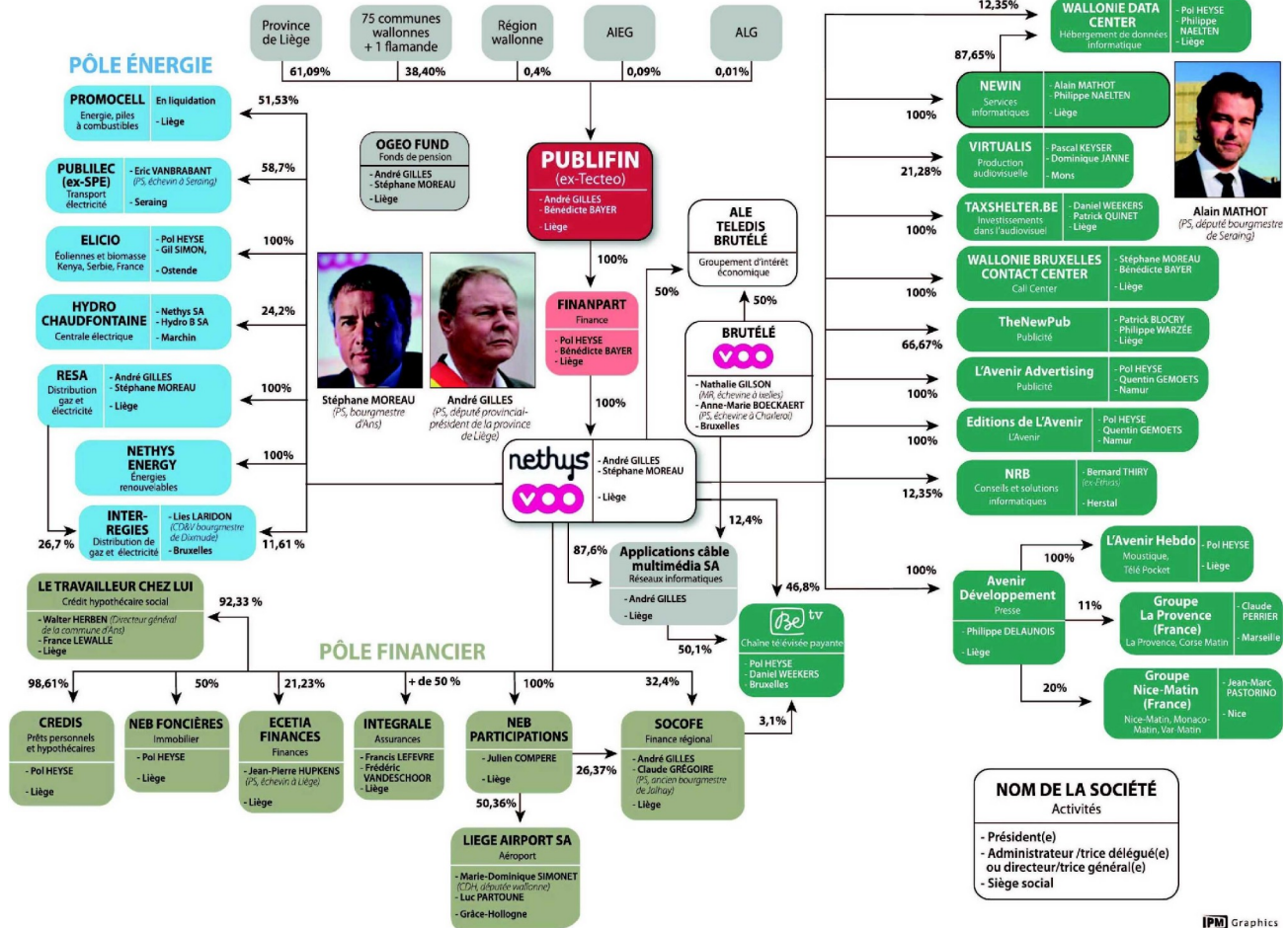
*Le risque, termine M. Behrendt, est que l'on en arrive à "avoir un problème de recrutement" du personnel politique... "Qui aurait envie d'être suspect aux yeux de la population par le seul fait de devenir mandataire politique ?"*

*"N'agissons pas pour faire plaisir à certains courants d'opinion qui n'ont jamais exercé le pouvoir et qui soufflent sur les braises. Ne promettons pas des réformes ultra-radicales qui jettent le discrédit sur des personnes dont on a besoin. Je préfère des réformes mesurées qu'on applique de manière radicale que des mesures radicales qui se révéleront de toute façon inopérantes et non applicables."*

La pieuvre

Les principales sociétés de Nethys

PÔLE MÉDIAS ET TECHNOLOGIQUE



Le groupe multi-facettes

# Nethys a-t-il une stratégie ?

■ En une décennie, le groupe liégeois s'est imposé avec un "business" à quatre têtes.

Analyse Pierre-François Lovens

Nous sommes en octobre 2015, à Vancouver. Dans l'ascenseur d'un hôtel du centre-ville, nous croisons Stéphane Moreau. Nous en profitons pour solliciter un entretien avec le "big boss" de Nethys. "Oui, d'accord, mais plus tard si vous voulez bien",

nous répond-il avec un large sourire. Le tête-à-tête n'aura jamais lieu.

Renseignements pris auprès de la délégation wallonne qui participe à une mission princière sur la côte ouest canadienne, nous apprenons que la présence de Stéphane Moreau est liée à la prise de contact avec des financiers locaux dans le cadre de la gestion d'Ogeo Fund, le cinquième plus gros fonds de pension belge regroupant les intercommunales liégeoises. Mais nous n'en saurons pas davantage. Sauf ceci : alors que la princesse Astrid et les ministres fédéraux et régionaux s'appêtent à quitter Vancouver, on apprend, par une indiscretion, que Nethys est sur le point de prendre 11 % du capital du journal marseillais "La Provence".

### Une vision stratégique

Beaucoup de la personnalité controversée de Stéphane Moreau se retrouve dans cette anecdote. Depuis 2005 et son accession à la tête de l'Association liégeoise d'électricité (ALE), l'homme est partout. D'une discrétion extrême (il fuit les médias comme la peste !), M. Moreau s'active en coulisses à bâtir un conglomérat industriel et financier. Il ne lui faudra qu'une décennie pour s'imposer. Aujourd'hui, selon des chiffres officiels, le groupe Nethys – filiale à 100 % de l'intercommunale Publifin (ex-Tecteo) – pèse plus d'1 milliard d'euros de chiffre d'affaires, dégage un résultat net de 70 millions et repose sur des fonds propres proches de 2,4 milliards. Près de 3 000 personnes y sont actives, en Wallonie et à Bruxelles, auxquelles on peut ajouter un millier d'emplois indirects. Du lourd.

Au-delà de l'opacité qui caractérise la pieuvre Nethys (voir notre infographie ci-contre), est-il, malgré tout, possible d'y déceler une stratégie rationnelle ? A de très rares exceptions près (dont les prises de participation assez incompréhensibles dans "La Provence" et le groupe "Nice-Matin"), et au risque de surprendre les plus farouches opposants à Stéphane Moreau, la réponse est clairement positive.

### Le choix de la convergence

Si on se penche sur la structure actuelle de Nethys, on découvre un groupe "multi-facettes" où se combinent les métiers de distributeur et de

producteur d'énergie (via Resa et Elicio), d'opérateur et d'éditeur télécoms (via les marques VOO et Be TV), d'éditeur de médias (avec Les Editions de l'Avenir, principalement) et, dernier métier en date, celui d'assureur.

Il suffit de regarder ce qui se passe dans de nombreux pays industrialisés (Etats-Unis, France...) pour identifier les passerelles pouvant se créer entre ces activités. La plus évidente est celle entre les pôles "télécoms" et "médias". Au départ d'un réseau câblé vieillissant, Nethys a initié une stratégie de convergence "contenant/contenu" qui se révèle aujourd'hui payante. Certes, le rachat des câbles wallons (425 millions), les investissements dans le réseau et les dépenses de marketing ont brûlé énormément de cash. Il n'en fut pas autrement, par le passé, pour le groupe flamand Telenet. En 2015, VOO dégageait pourtant ses premiers bénéfices d'exploitation. Et, à notre connaissance, VOO – désormais aux mains de Jos Donvil, ex-patron de Base – serait resté dans le vert en 2016 grâce à une montée en puissance dans le "quadruple play" (des offres combinant téléphonie fixe et mobile, Internet à très haut débit et télé numérique).

L'apport de marques "médias" (L'Avenir, Moustique...) participe à cette convergence. Liberty (actionnaire de Telenet) et Altice/SFR, pour ne citer que deux exemples, s'inscrivent dans la même logique (mais avec des moyens, évidemment, bien plus importants !).

### Des relais de croissance

Le pôle "énergie", dont les revenus sont plus stables mais les perspectives de développement plus limitées (en comparaison avec les télécoms et les médias), est une autre source potentielle de synergies avec le métier d'opérateur télécoms. On songe notamment à l'essor de l'Internet des objets et aux "smart grids" (réseaux intelligents).

Dernière pièce du puzzle : le pôle "Crédits & Assurances" (suite à la prise de contrôle, en 2016, d'Intégrale et du réseau de courtiers Alliance-Bokiau). Là aussi, quand on voit la stratégie du groupe Orange dans les services financiers, il n'est pas sot de penser que Nethys n'a pas agi par simple distraction...

Les acteurs

# La "galaxie" Stéphane Moreau

## André Gilles

LE FIDÈLE SOLDAT

Ne lui cherchez pas un chouïa de charisme, il n'en a pas. Pas plus qu'une once d'éloquence. Qu'à cela ne tienne : le Sérésien préside aujourd'hui Publifin, la plus grosse intercommunale de Wallonie, de même que sa filiale privée Nethys. Merci qui ? Merci Stéphane Moreau. Les deux hommes ont travaillé de longue date à la concrétisation de leurs ambitions économiques, dans la Cité ardente d'abord, puis au-delà. Pur produit de l'appareil socialiste, André Gilles fait partie de ces "bons soldats" qui ont réussi à se hisser non sans surprise jusqu'aux plus hautes sphères liégeoises politico-économiques d'influence et de pouvoir. Son truc : s'arrimer solidement au toujours bourgmestre d'Ans et puissant patron de la nébuleuse ex-Tecteo, et s'y tenir. Par ailleurs président de la députation provinciale liégeoise dont il défend l'image avec ardeur, l'homme aux 17 mandats, dont 7 rémunérés, ne présente toutefois guère de menaces pour ses quatre petits camarades du "club des cinq" (Stéphane Moreau, Alain Mathot, Jean-Claude Marcourt et Willy Demeyer). L'individu préfère l'ombre à la lumière, surtout lorsqu'il s'agit d'évoquer son empire économique. Au fil du temps, André Gilles s'est assuré une place de choix et de poids au sein du PS liégeois.

## Pol Heyse

LE FINANCIER

Le financier du groupe Nethys n'est pas liégeois. Il réside dans le Brabant wallon – au sein de la galaxie Moreau, c'est assez rare pour être souligné. L'homme est un ancien étudiant de l'ichec. Il a été le directeur général de RTL-TVI jusqu'à son licenciement par un certain... Didier Bellens, alors grand patron de RTL Group. Mais comment donc a-t-il atterri au sein de l'interco liégeoise ? En réalité, c'est Dominique Janne, conseiller personnel ô combien excentrique de Stéphane Moreau, qui l'a fait entrer chez Tecteo. Aujourd'hui, c'est l'homme de tous les montages et transferts au sein du groupe, paraît-il. Pratiquement toutes les décisions d'investissement doivent impérativement recevoir son aval pour en garantir le financement et sa rentabilité. Il a la confiance de Stéphane Moreau. Ses facturations annuelles s'élèveraient à plus de 300 000 euros bruts (hors avantages). En coulisses, on le dit "peu loyal" et "opportuniste", voire "prêt à tout pour survivre".

## Daniel Weekers

LE STRATÈGE

C'est indéniablement LE grand stratège de la galaxie Nethys... après Mister Moreau himself, bien entendu. Daniel Weekers pilote aujourd'hui le volet stratégique de la division télécoms (VOO) de la filiale privée de Publifin. Connu en son temps dans les médias pour avoir fondé Canal Plus Belgique, il a constitué un élément déterminant dans la prise de contrôle de la chaîne de télévision privée par Nethys. Ce Liégeois est un fin connaisseur du milieu, du marché et

du segment télécoms qu'il incarne à lui tout seul. Il est également doté d'un sens aigu de la négociation. Stéphane Moreau l'estime, l'inverse est vrai aussi. Administrateur-délégué de Be TV, Daniel Weekers a jadis vendu les activités de Be TV à Nethys pour un montant de plus de 20 millions d'euros. Selon les dernières informations parues dans la presse, il gagnerait quelque 600 000 euros bruts par an (sans compter les primes et autres avantages), soit deux fois plus que le Premier ministre. Pour des raisons fiscales, cette rémunération passe via une société de management lui appartenant. Chaque année, Daniel Weekers participe, en compagnie de Stéphane Moreau et de Frédéric Vandeschoor, au Consumer Electronics Show de Las Vegas, le plus grand salon consacré à l'électronique grand public, ainsi qu'au salon Mipim de l'immobilier de Cannes... Tout cela, aux frais de Be TV. La justice liégeoise s'était d'ailleurs saisie en son temps de la question pour tenter de savoir pourquoi le bourgmestre d'Ans s'était fait inviter à Vegas via la carte de crédit de Daniel Weekers alors qu'il n'était ni administrateur ni salarié de Be TV.

Page réalisée par Alice Dive

## Stéphane Moreau

LE BOSS

Stéphane Moreau est bourgmestre de la commune d'Ans et administrateur-délégué de Nethys, société privée dépendant de l'intercommunale Publifin et active dans l'énergie (distribution et production d'énergie renouvelable), les médias/télécoms et le secteur financier. Selon le site Cumuleo, il exercerait quelque 15 autres mandats dans des organismes liés à sa fonction de bourgmestre et sociétés publiques et privées. Une grande partie de ces mandats concerne des sociétés liées à Nethys (Ogeo, Socofe, Publicec...). Pour donner ses instructions, ordres et autres recommandations à son cercle professionnel, Stéphane Moreau procède uniquement par textos. "Il n'adresse jamais un email, nous dit-on. C'est le style du bonhomme : fort, discret et directif, presque agressif." Sa garde rapprochée le sait et s'en accommode docilement.

## Dominique Janne

L'HOMME DE L'OMBRE

Dans tous les dossiers qui touchent de près ou de loin à l'empire Publifin-Nethys, c'est lui qui agit en coulisses. Tout le monde connaît son nom mais personne ne sait exactement quel est son rôle précis en interne. Il souffle des idées, suggère des opérations. Dominique Janne est le conseiller personnel de Stéphane Moreau. Producteur de cinéma par ailleurs actif dans l'immobilier bruxellois, l'homme est connu pour ses goûts de luxe et pour sa nature... un tantinet "speedée". Impulsif et colérique, rapportent certains, ce conseiller multifacettes a plus d'un tour dans son sac.

BÉGA

En septembre 2015, les deux hommes avaient accompagné une mission économique à Kinshasa. Officiellement, Stéphane Moreau était là comme patron de Nethys et d'Ogeo Fund, le fonds de pension des institutions publiques de la Cité ardente, véritable trésor de guerre du PS liégeois. Officieusement, cela reste bien opaque. Ont-ils des projets avec le pouvoir toujours en place au Congo ? Certains le pensent, et le susurrent même avec prudence.

## Bénédicte Bayer

LA DAME DE CONFIANCE

Le monde masculin en tête la présente aisément comme la "dame de confiance" de Stéphane Moreau. Il est vrai qu'elle constitue aujourd'hui l'un des passages obligés pour accéder au tout-puissant boss de Nethys. Bien que directrice générale de Publifin, Bénédicte Bayer ne jouit pratiquement d'aucun pouvoir décisionnel. Elle s'affaire à une série de tâches dans la gestion quotidienne du business, au service de Stéphane Moreau. Punt. En début de semaine, elle a démissionné de la Commission de vigilance du PS liégeois, l'organe chargé du respect des règles au PS, dans laquelle elle détenait une voix délibérative.

## Gil Simon

### LE PREMIER LIEUTENANT

Secrétaire général de Nethys et conseiller à la direction générale, Gil Simon élabore l'ordre du jour du conseil d'administration du groupe.

Ce licencié en sciences politiques est le premier des lieutenants de Stéphane Moreau. Il participe à l'élaboration de grandes orientations du groupe et a joué un rôle non négligeable dans plusieurs acquisitions (ALG, Electrawinds, Elicio, etc). Il bénéficie de la confiance du patron.

## Philippe Naelten

### L'AMI D'ALAIN MATHOT

C'est grâce au soutien du député-bourgmestre socialiste de Seraing, Alain Mathot, son ami d'enfance, que Philippe Naelten s'est imposé chez Nethys. L'intéressé est d'ailleurs connu pour avoir été l'un des plus actifs et dociles organisateurs de campagne du fils de Guy Mathot.

Si certains le décrivaient initialement comme le "énième pion" de Stéphane Moreau, l'homme est parvenu à gravir les échelons pour assurer aujourd'hui la direction générale de Win, l'une des filiales de Nethys. En début de semaine, il a démissionné de la Commission de vigilance du PS liégeois, l'organe chargé du respect des règles au PS, dans laquelle il détenait une voix délibérative.

## Frédéric Vandeschoor

### LE NOUVEL ASSUREUR EN CHEF

Jusqu'il y a peu, il dirigeait encore la division télécoms (VOO, Be TV...) du groupe Nethys qu'il pilotait depuis le siège de Bruxelles.

D'aucuns le présentent comme l'homme de confiance de Daniel Weekers. Au mois de septembre dernier, il avait cédé sa place à Jos Donvil, ancien patron de Base, pour reprendre pour sa part le pôle assurances du groupe. Ancien étudiant de Solvay et ex-McKinsey, ce Bruxellois est un proche collaborateur de Stéphane Moreau.

## Michèle Lempereur

### LA FEMME DE RÉSEAUX

Au sein du microcosme politico-économique liégeois, on ne la présente plus. Tant son réseau est étendu, son influence palpable. Il faut dire que la veuve de Guy Mathot, actuelle compagne du député-bourgmestre de la Ville de Liège, Willy Demeyer, sait se positionner. Michèle Lempereur est aujourd'hui, entre autres, administratrice de Be TV SA – elle s'était aussi initialement distinguée à la tête de la radio sérésienne Ciel. Son beau carnet d'adresses représente manifestement un intérêt stratégique certain pour Stéphane Moreau.